

**C40
CITIES**



GROUPE DE TRAVAIL MONDIAL DES MAIRES SUR LE

CLIMAT ET LES MIGRATIONS





GROUPE DE TRAVAIL MONDIAL DES MAIRES SUR LE

CLIMAT ET LES MIGRATIONS

Rapport disponible sur <https://www.mayorsmigrationcouncil.org/c40-mmcc-action-agenda>

Website: <https://www.mayorsmigrationcouncil.org/c40-mmcc-tf>

Twitter: @C40Cities @MayorsMigration #C40MMCTaskForce

Crédits:

C40 Cities Leadership Group

Mayors Migration Council

Novembre 2021

Remerciements:

Éditeur de copie: Sophie Gillespie

Cover: Kolkata, India / Photo by Debarchan

CONTENU

01. Introduction et vision

10

02. Principes pour une action inclusive sur le climat et la migration

14

03. Recommandations pour les gouvernements nationaux et la communauté internationale

16

04. Leadership des villes pour action inclusive sur le climat et la migration

24

Réflexions de conclusion

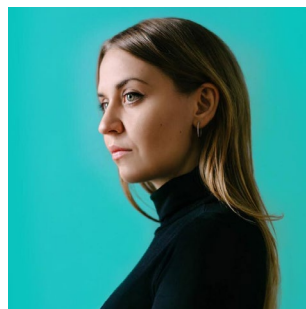
46

AVANT-PROPOS



Mark Watts

Directeur exécutif, C40
Cities Climate Leadership
Group



Vittoria Zanuso

Directeur exécutif,
Mayors Migration Council

Sans action urgente sur le climat, de nombreuses régions du monde deviendront bientôt inhabitables. L'élévation du niveau de la mer, les mauvaises récoltes et les températures record entraîneront un mouvement de population sans précédent. Selon un rapport de la Banque mondiale, d'ici à 2050, les impacts climatiques pourraient forcer plus de 200 millions de personnes à se déplacer dans leur pays dans six régions¹. Globalement, on estime que jusqu'à un milliard de personnes pourraient être chassées de chez elles dans les 30 prochaines années² - ce qui signifie moins d'une demi-vie. Si cela se produit, la civilisation humaine n'aura pas connu une migration à une telle échelle dans son histoire.

Il est probable que ceux qui quittent leur foyer s'installent dans les villes, qui sont déjà la première destination des migrants internationaux et internes et abrite 70 pour cent des réfugiés, des personnes déplacées et des apatrides dans le monde³.

Déménager en ville ne va pas sans risques. Ici, les migrants et les personnes déplacées peuvent s'installer dans des quartiers déjà marginalisés et être vulnérables à l'exploitation par le travail, à des conditions de travail et de vie dangereuses ou à la traite. Et les villes elles-mêmes sont souvent extrêmement vulnérables aux aléas climatiques, ce qui signifie que les nouveaux arrivants peuvent finir par échanger un ensemble de risques climatiques contre un autre.

Cela laisse les villes confrontées à de multiples pressions, car l'influx migratoire augmente la demande de services et d'infrastructures, tandis que les impacts climatiques - de la chaleur extrême et des incendies aux inondations et aux glissements de terrain - peuvent déplacer des personnes auprès des limites de la ville. Malgré cela, les maires prennent des mesures pour protéger leurs résidents nouveaux et existants tout en se préparant à une voie à suivre inclusive et verte qui reconnaît les contributions vitales des nouveaux arrivants et les atouts que cela peut apporter.

À Freetown, où la population devrait doubler au cours des dix prochaines années, en grande partie en raison de la migration climatique de toute la Sierra Leone, le conseil municipal de Freetown a travaillé avec les jeunes migrants pour améliorer les services de gestion des déchets dans les quartiers informels.

Au Bangladesh, environ 2 000 personnes arrivent chaque jour à Dhaka, ayant migré d'autres villes le long d'un littoral de plus en plus affecté par les tempêtes et l'élévation du niveau de la mer. En réponse, la Dhaka North City Corporation travaille avec le gouvernement national et les fournisseurs de services publics pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers informels - où la plupart des nouveaux arrivants s'installent - y compris la fourniture d'un approvisionnement en eau plus fiable et plus résistant au climat.

D'ici à 2050, les impacts climatiques pourraient forcer plus de 200 millions de personnes à se déplacer dans leur pays dans six régions.

Ces derniers mois ont vu une plus grande reconnaissance mondiale de la question de la migration climatique et de son impact sur les villes. En octobre 2021, le président américain Biden a publié un Rapport sur l'impact du changement climatique sur la migration⁴, c'est la première fois que le gouvernement américain reconnaît officiellement l'impact de la dégradation du climat sur les migrations. Le rapport intervient après que le maire Eric Garcetti de Los Angeles, le maire Sylvester Turner de Houston et d'autres maires américains ont envoyé une lettre conjointe au président Biden⁵ appelant son administration à s'associer avec les villes pour planifier de manière proactive l'impact de la crise climatique sur les migrations dans le pays et à l'étranger. Le rapport répond à cet appel en s'engageant à « intensifier le soutien aux zones urbaines pour aider les localités à planifier, accueillir et intégrer les migrants et les personnes déplacées » et à « construire des systèmes urbains résilients ».

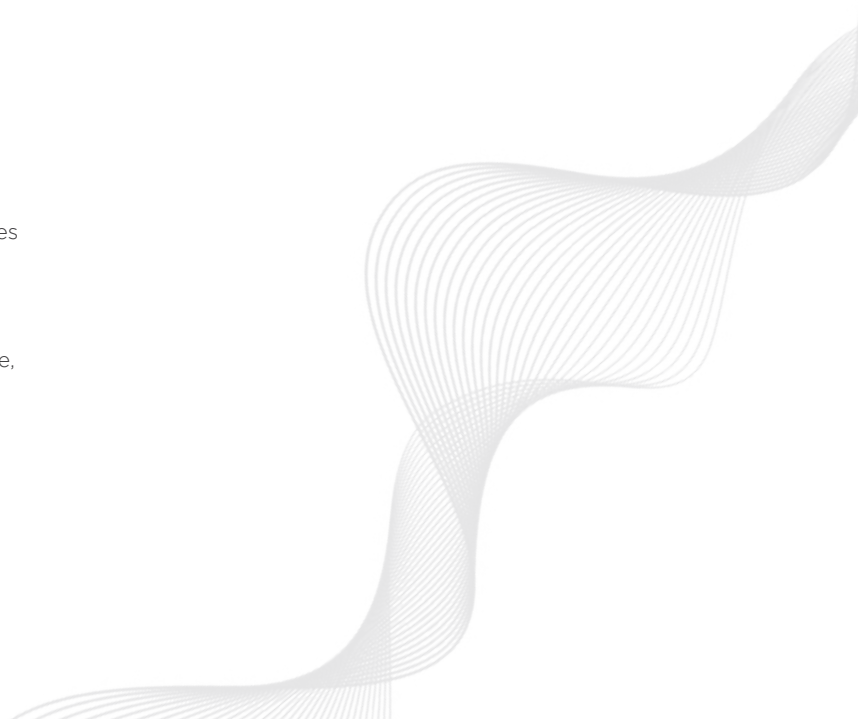
En janvier 2021, un tribunal français a statué qu'un homme bangladais souffrant d'asthme ne pouvait pas être expulsé en raison des niveaux élevés de pollution de l'air dans son pays d'origine⁶, alors que le même mois un an plus tôt, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a déterminé⁷ que les pays ne peuvent pas expulser les personnes qui ont demandé l'asile en raison des menaces liées au climat. Lors du débat public de haut niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le climat et la sécurité en février 2021, Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé coopération étendue et approfondie pour lutter contre l'impact du changement climatique sur les taux de migration⁸, l'insécurité alimentaire et les tensions croissantes. Au cours des dernières années, les principales organisations des Nations Unies sur la mobilité humaine - l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et l'Agence des Nations Unies pour les migrations - ont toutes deux développé des stratégies dédiées aux migrations et les déplacements liés au climat et ont nommé des représentants spéciaux de haut niveau pour l'action climatique.

Plus récemment, ils ont uni leurs forces pour faire un appel aux états afin de renforcer la protection et l'assistance aux personnes déplacées par les catastrophes et les aléas climatiques⁹.

Bien que ce soient toutes des étapes positives, les cadres politiques qui reconnaissent le climat et la migration contiennent peu de mécanismes de responsabilisation. Cela signifie que ceux qui interviennent en première ligne - les maires- se retrouvent sans le soutien juridique, financier ou politique dont ils ont besoin pour se préparer, accroître la résilience, s'adapter et protéger leurs communautés.

Reconnaissant le besoin urgent de développer des connaissances pratiques sur cet espace politique frontalier, en 2020, C40 Cities Climate Leadership Group (C40) et le Mayors Migration Council (MMC) se sont associés pour étudier comment la crise climatique et la migration se recoupent dans les villes. Après une année de consultation avec des villes et des experts du monde entier, nous avons publié une analyse détaillée - Villes, climat et migration : le rôle des villes dans le lien climat-migration Villes, Climat et Migration: le Rôle des Villes dans le lien Climat-Migration - qui fournit aux responsables municipaux une meilleure compréhension de la façon dont la migration climatique se déroule dans les villes, identifie les pratiques prometteuses et guide la diplomatie des villes sur cette question¹⁰.

En juin 2021, nous avons redoublé nos efforts pour créer une dynamique politique et lancer le C40-MMC Groupe de travail mondial des maires sur le climat et la migration (Group de Travail de C40-MMC), inspiré du modèle à succès de la Groupe de travail sur le rétablissement COVID-19 des maires mondiaux du C40¹¹. Guidé par les maires de Barcelone, Bristol, Dakar, Dhaka North, Freetown, Houston, Los Angeles, Lima et Milan, le groupe de travail C40-MMC est une initiative dirigée par les maires pour accélérer les réponses locales, nationales, régionales et mondiales à la crise climatique et la mobilité humaine dans les villes.



Le Programme d'Action du C40-MMC est le résultat de notre travail pour être présenté à la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP26) en novembre 2021 en dialogue avec nos homologues nationaux et régionaux.

Ce rapport présente la vision collective du groupe de travail C40-MMC pour une action climatique inclusive qui protège les personnes affectées par les déplacements climatiques et ne laisse personne de côté dans la transition verte. Il appelle les autres – gouvernements nationaux et régionaux, institutions financières et entreprises – à se joindre aux maires et à soutenir leurs efforts. Enfin, il fournit des exemples de pratiques prometteuses du réseau C40-MMC, commente la « nouvelle normalité » se matérialise déjà dans les villes – démontrant qu'il est possible de

'mettre l'humain au centre de l'action climatique'. Le rapport a été élaboré en consultation avec des experts conducteur, et comprend des représentants locaux des communautés de migrants affectés.

Les villes sont prêtes à relever les défis et à exploiter les opportunités liées au lien entre le climat et les migrations. Pourtant, les maires ne peuvent pas changer seuls le statu quo.

Nous exhortons les gouvernements nationaux et les organismes internationaux à nous joindre pour reconnaître le rôle des maires dans cet espace, leur donner un siège à la table de prise de décision et débloquer le soutien financier dont ils ont besoin pour mettre en œuvre des pratiques intelligentes et inclusives qui améliorent la qualité de vie des migrants et des personnes déplacées, ainsi que des communautés qui les accueillent¹².



Gaziantep, Turkey

Crédits : Gaziantep Metropolitan Municipality

MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL DE C40-MMC



« Nos villes sont profondément engagées à promouvoir une action climatique inclusive qui prend en compte les besoins des groupes vulnérables, y compris les migrants. Le groupe de travail C40-MMC appelle les gouvernements nationaux à se joindre à nous pour protéger les droits de ceux qui se déplacent pour des raisons liées au climat et favoriser une transition verte inclusive. »

Ada Colau

Maire de Barcelone et vice-présidente de C40



« Pour faire face à la crise climatique et écologique et aux migrations qui en découlent, les villes ont besoin de ressources durables et prévisibles, pour rénover nos maisons, pour créer des emplois verts et pour investir dans la durabilité à long terme. Nous invitons les donateurs et le secteur privé à travailler avec nous de manière proactive pour mettre en œuvre les principes du programme d'action C40-MMC, afin de mettre les fonds directement à la disposition des villes plutôt que de les immobiliser dans la bureaucratie. »

Marvin Rees

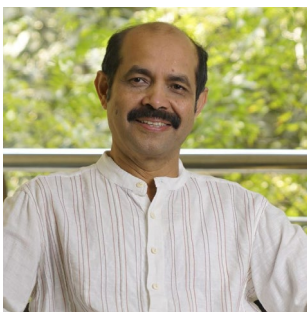
Maire de Bristol et Membre Fondateur du MMC Leadership Board



« Les épisodes de précipitations extrêmes constituent un danger important pour notre région, où des milliers de personnes ont été déplacées en raison des inondations causées par les pluies et où 60 pour cent des migrants internes au Sénégal s'installent, souvent dans des zones à risque. L'appel du groupe de travail C40-MMC pour un meilleur accès municipal au financement de l'adaptation au climat est essentiel pour Dakar et d'autres villes africaines dans le premier plan de la crise climatique et de la mobilité humaine. »

Soham El Wardini

Maire de Dakar



« Au Bangladesh, environ 2 000 personnes arrivent chaque jour à Dhaka, ayant migré d'autres villes le long d'un littoral de plus en plus affecté par les tempêtes et l'élévation du niveau de la mer. Pour gérer cette croissance urbaine, nous avons besoin d'une meilleure coordination des politiques entre les niveaux de gouvernance et d'un meilleur accès au financement international. »

Mohammad Atiqul Islam

Maire de Dhaka Nord vice-président de C40 et co-leader du Groupe de Travail de C40 et MMC



« 85 % du financement climatique cible les pays du nord du monde. Si nous voulons lutter contre le climat et la migration, dont la majorité se produit en Afrique, en Amérique latine et en Asie, il est essentiel que nous nous concentrons sur l'équité - non seulement au sein des pays mais entre les pays. »

Her Worship Yvonne Aki-Sawyers

Maire de Freetown
Vice-présidente de C40, Membre Fondatrice du MMC Leadership Board et co-leader du Groupe de Travail de C40 et MMC



« Nous devons sécuriser les investissements des gouvernements nationaux et locaux pour mieux nous adapter et réduire les déplacements. Mais nous devons également faciliter le mouvement digne de ceux qui vivent dans des zones à risque, en préservant leurs actifs, leurs droits et leur capacité d'agir. Grâce au groupe de travail C40-MMC, nous partagerons, mettrons à l'échelle et reproduirons des approches réussies à Houston et dans d'autres contextes. »

Sylvester Turner

Maire de Houston



« Pour lutter contre la migration climatique, nous avons besoin d'un nouvel engagement mondial pour renforcer la résilience et la capacité d'adaptation locales, tout en incluant tous, quel que soit leur statut. Avec notre approbation des principes du groupe de travail C40-MMC, nous appelons les partenaires nationaux et internationaux à travailler avec nous et à créer ensemble un nouveau scénario pour l'avenir.»

Jorge Muñoz Wells

Maire de Lima



« La crise climatique est une menace à laquelle nos résidents sont confrontés quotidiennement, et nos décisions en tant que maires doivent tenir compte des circonstances changeantes qui peuvent déraciner la vie des gens. Alors que nous continuons d'aller de l'avant dans cette décennie décisive d'action climatique, nous devons veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte - et cet engagement renforce notre engagement à garantir que nos villes sont prêtes à accueillir les personnes déplacées par les impacts climatiques avec les bras ouverts. »

Eric Garcetti

Maire de Los Angeles

Président du C40 et Membre Fondateur du MMC Leadership Board



« Pour promouvoir une transition juste vers une économie plus verte et plus inclusive, nous devons reconnaître l'intersection entre le changement climatique et la migration, en tirant parti du pouvoir de la diplomatie des villes pour débloquer des ressources, à la fois pour les villes d'origine, afin d'éviter les déplacements en premier lieu, et pour les villes de destination, faciliter l'inclusion des migrants dans notre économie locale grâce à la création d'emplois verts et justes. »

Giuseppe Sala

Maire de Milan et Membre Fondateur du MMC Leadership Board

01 INTRODUCTION ET VISION

INTRODUCTION ET VISION

Les migrations et déplacements climatiques sont une réalité aujourd'hui. Les phénomènes météorologiques extrêmes et leurs effets sur les moyens de subsistance appauvrissent et déracinent les populations à travers le monde. Rien que cet été, les inondations ont déplacé plus de 800 000 personnes en Chine, 12 000 en Allemagne et 35 000 personnes en Afrique de l'Ouest¹³. Dans le monde, plus de 30 millions de personnes ont été nouvellement déplacées par des catastrophes en 2020, l'Asie étant la région la plus durement touchée¹⁴.

À l'approche de la COP26, les migrations et les déplacements climatiques semblent être référencés partout, sauf carrément à l'ordre du jour de la conférence. Alors que la recherche et l'attention des médias augmentent, les États restent en désaccord sur la façon de cadrer et de traiter les mouvements de personnes liés au climat. Nous nous réunissons en tant que maires du C40-MMC pour sensibiliser la dimension urbaine de la crise climatique et de la mobilité humaine et montrer une voie à suivre en proposant des actions concrètes.

Certains d'entre nous sont motivés par les réalités du déplacement climatique vers et dans nos villes. D'autres ont connu d'importants mouvements de personnes qui n'étaient pas motivés par des facteurs climatiques, mais contiennent des leçons précieuses sur la façon dont nous pourrions aborder un avenir de plus grand en ce qui concerne la mobilité humaine. Nous nous efforçons tous de rendre la transition verte de nos villes juste et inclusive, en utilisant l'action climatique pour faire progresser l'inclusion sociale et économique des migrants et d'autres communautés marginalisées.

Ensemble, en tant que maires du C40-MMC, nous avons identifié trois domaines d'action prioritaires qui sont essentiels pour faire face à la crise climatique et aux migrations dans nos villes et pour accélérer les réponses mondiales :

PERSONNES DÉPLACÉES

Les phénomènes météorologiques extrêmes et leurs effets sur les moyens de subsistance appauvrissent et déracinent les populations à travers le monde. Au niveau mondial, plus de 216 millions de personnes pourraient être déplacées d'ici à 2050.



AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

86 million



ASIE DU SUD

40 million



AMÉRIQUE LATINE

17 million



Augmenter la résilience de nos résidents face aux aléas climatiques et aux déplacements climatiques, en particulier en répondant aux besoins et aux vulnérabilités des communautés marginalisées, y compris les migrants, les personnes déplacées et les groupes à faible revenu.

La préparation, la résilience et la capacité d'adaptation face aux impacts climatiques sont essentielles pour sauver des vies et protéger les personnes contre les dommages, y compris les déplacements, à la fois dedans et dehors des frontières nationales. Nous devons reconnaître que les effets des aléas climatiques sont largement inégaux, les migrants et les communautés marginalisées étant toujours les plus touchés.

Veiller à ce que les personnes qui emménagent dans nos villes soient accueillis et inclus, y compris celles dans le cadre de catastrophes naturelles et de déplacements climatiques.

En tant que principales destinations des migrants et des personnes déplacées, les villes jouent un rôle important en accordant aux nouveaux arrivants l'accès aux droits fondamentaux et aux services de base - indépendamment de leur motivation déménager ou de leur statut juridique - en comblant les lacunes laissées par les systèmes de protection nationaux et internationaux.

Assurer une transition verte et juste en partenariat avec les migrants et les personnes déplacées, en tirant parti de leurs contributions clés à l'économie et transformer la reprise du COVID-19 en une opportunité de forger des communautés urbaines plus inclusives.

Les villes jouent leur rôle pour réduire de moitié les émissions d'ici à 2030, tout en ouvrant la voie en montrant qu'une transition juste est une transition qui fournit des emplois accessibles, dignes et verts à tous, sans laisser personne de côté. Ceci est particulièrement important pour ceux qui travaillent dans des industries à haute teneur en carbone, avec une capacité de recyclage limitée, ou dans le secteur informel, y compris les migrants et autres groupes marginalisés.



Maturu, India

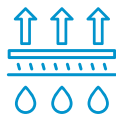
Crédits : C40 Climate Photo

Nos villes et d'autres prennent déjà des mesures concrètes dans ces domaines, afin de montrer qu'il y a des solutions et qu'un avenir inclusif et vert est possible. Nous nous engageons à étendre nos actions, à promouvoir l'innovation et la réplique dans d'autres villes du monde.

Ce Programme d'Action présente notre approche des liens complexes entre climat et migration dans nos villes. Il présente les principes qui guident notre approche, les actions pour lesquelles nous avons besoin de partenaires mondiaux et internationaux avec nous, et les domaines où nous donnons déjà l'exemple.

Nous vous invitons à nous rejoindre.

NOS PRIORITÉS



Résilience Urbaine

Augmenter la résilience de nos résidents face aux aléas climatiques et aux déplacements climatiques, en particulier en répondant aux besoins et aux vulnérabilités des communautés marginalisées, y compris les migrants, les personnes déplacées et les groupes à faible revenu.



Inclusion Urbaine

Veiller à ce que les personnes qui emménagent dans nos villes soient accueillies et incluses, y compris celles dans le cadre de catastrophes naturelles et de déplacements climatiques.



Transformation Urbaine

Assurer une transition verte et juste en partenariat avec les migrants et les personnes déplacées, en tirant parti de leurs contributions clés à l'économie et transformer la reprise du COVID-19 en une opportunité de forger des communautés urbaines plus inclusives.



An aerial photograph of a coastal town, likely Accra, Ghana. The foreground shows a busy harbor area with numerous wooden fishing boats, some with colorful sails, and people working on the boats. The middle ground is filled with a dense residential area of small, multi-story buildings. In the background, the town continues up a hillside under a clear sky. The overall scene depicts a vibrant, working coastal community.

02

**PRINCIPES
POUR UNE ACTION
INCLUSIVE
SUR LE CLIMAT
ET LA MIGRATION**

PRINCIPES

pour une action inclusive sur le climat et la migration

En tant que maires de grandes villes à travers le monde, nous affrontons quotidiennement les réalités de la crise climatique et des migrations. Cela comprend la protection des résidents contre la chaleur extrême, les inondations ou d'autres dangers ; accueillir les personnes déplacées par les impacts climatiques au niveau national ou international ; et promouvoir la justice climatique et ne laisser personne de côté dans la transition verte. À ce jour, nos efforts ont été menés avec des ressources limitées et des régimes politiques et financiers fragmentés.

Ensemble, nous nous engageons à accélérer les réponses mondiales au climat et aux migrations et à régir notre action et notre plaidoyer selon les principes suivants.

1 Placer l'humain au centre de notre action climatique

en les protégeant des aléas climatiques et en tirant parti de notre reprise verte et juste de la pandémie de COVID-19 pour créer des opportunités pour tous, en particulier les plus marginalisés.

2 Promouvoir une action climatique inclusive et équitable,

reconnaissant que la crise climatique a un impact disproportionné sur les groupes vulnérables et marginalisés, y compris les migrants et les personnes déplacées.

3 Aider les gens à s'adapter sur place ou à s'éloigner des zones à risques

d'une manière qui préserve les biens, les droits et la dignité de ceux qui se déplacent, et est écologiquement durable.

4 S'efforcer d'accueillir dans nos villes les personnes qui s'installent ou se déplacent, y compris pour des raisons climatiques,

garantir les droits fondamentaux et un accès équitable aux services, indépendamment de la migration ou du statut juridique.

5 Assurer une transition verte et juste qui offre des emplois de bonne qualité aux migrants et aux personnes déplacées

dans nos villes, y compris dans le secteur informel, et reconnaît leur contribution au verdissement de nos économies locales et à la mise en œuvre de l'action climatique.

6 Collaborer avec les migrants, les personnes déplacées et les communautés de la diaspora,

écouter et amplifier leur voix dans l'élaboration de nos politiques locales et notre plaidoyer national et mondial sur le climat et la migration.

7 Rechercher et partager des données et des informations

pour aider nos villes et nos habitants à évaluer et réduire les risques climatiques et à accroître la résilience.

8 Plaider pour des politiques nationales et internationales favorables et un financement direct aux villes

atteindre et dépasser les objectifs fixés dans les Pactes mondiaux pour les migrations et les réfugiés, l'Accord de Paris et d'autres agendas mondiaux.

9 S'engager dans des partenariats multipartites pour relever les défis climatiques et migratoires,

renforcer nos efforts de coopération avec les gouvernements nationaux, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé.

10 Modéliser le comportement en investissant nos propres ressources urbaines dans une action climatique,

ouvrir la voie en planification, préparation et réponse à l'impact de la crise climatique sur la migration maintenant.



03

**RECOMMANDATIONS
POUR LES GOVERNEMENTS
NATIONAUX
ET LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE**

RECOMMANDATIONS

pour les gouvernements nationaux et la communauté internationale

En tant que maires, nous travaillons déjà pour mettre l'humain au centre de notre action climatique. Nous appelons les gouvernements nationaux et régionaux, les banques centrales, les institutions financières internationales et les organisations internationales à se joindre à nous.

Comme nous, ils doivent s'engager à lutter contre l'impact de la crise climatique sur les migrations et prendre des mesures directes pour accroître la résilience de nos citoyens, protéger et inclure ceux qui se déplacent pour des raisons liées au climat, et assurer une transition verte et juste en partenariat avec les migrants et les personnes déplacées. En investissant dans l'avenir, et non dans le passé, nous contribuerons à des sociétés plus équitables, prospères et durables.

Nous nous engageons à collaborer avec d'autres pour concevoir et mettre en œuvre une action climatique inclusive qui peut alimenter les efforts nationaux et mondiaux, et demandons instamment que le rôle central des villes soit reconnu.

NOS APPELS À L'ACTION



Résilience Urbaine

Des recommandations pour augmenter la résilience des citoyens face aux aléas climatiques et aux déplacements climatiques.



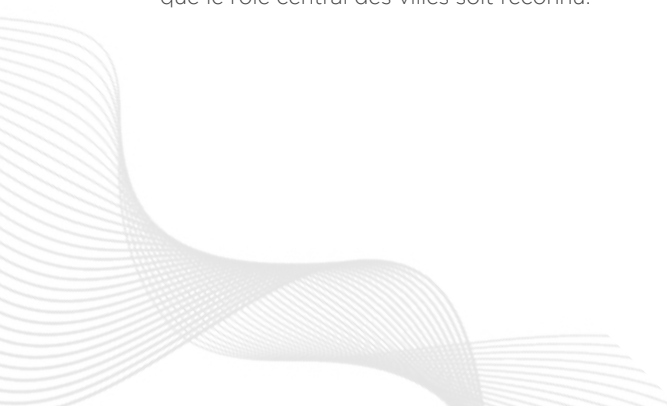
Inclusion Urbaine

Des recommandations pour assurer la protection et l'inclusion des personnes qui s'installent dans nos villes, y compris celles dans le cadre de catastrophes naturelles et de déplacements climatiques.



Transformation Urbaine

Des recommandations pour mener une reprise verte et juste de la COVID-19 et une transition climatique pour et en partenariat avec les migrants et les communautés affectées.



Dakar, Senegal
Crédits : Giuliano2022



RÉSILIENCE URBAINE

Des recommandations pour augmenter la résilience des citoyens face aux aléas climatiques et aux déplacements climatiques.

Les maires jouent un rôle clé en aidant nos résidents à renforcer leur résilience et à se mettre hors de danger, soit en s'adaptant sur place, soit en facilitant des déplacements dignes. Pourtant, nous ne pouvons pas relever ces défis seuls. Nous avons besoin d'un plus grand soutien de la part des gouvernements nationaux et de la communauté internationale, pour garantir que la dimension urbaine du climat et de la migration soit correctement reconnue dans l'action locale, nationale et internationale, ne laissant personne de côté, y compris les migrants et les personnes déplacées.

1

Augmenter considérablement la planification de — et les investissements publics et privés dans — adaptation au climat urbain, en particulier dans les pays à faible revenu.

- a. **Déléguer l'autorité et renforcer les capacités locales pour la planification urbaine et l'aménagement du territoire** pour permettre des stratégies efficaces d'adaptation et d'atténuation des risques au niveau de la ville.
- b. **Allouer 50 % de tous les financements climatiques à l'adaptation**, y compris les financements concessionnels, et aider les villes à attirer des investissements dans la résilience à canaliser directement au profit des communautés de première ligne, vulnérables ou marginalisées.
- c. **Faciliter l'accès des municipalités à un financement durable, adéquat et prédictible pour l'adaptation locale au climat**, augmenter les transferts fiscaux intergouvernementaux et le financement direct et/ou le financement aux villes.
- d. **Élargir le soutien à l'utilisation des mécanismes de transfert des risques climatiques** dans des contextes urbains, y compris le développement de pools de risques infranationaux pour les gouvernements locaux, les obligations catastrophe et résilience, et la micro-assurance pour les ménages vulnérables.
- e. **Offrir un allègement de la dette et des incitations aux investissements dans l'adaptation urbaine**, y compris des réseaux de sécurité sociale réactifs aux crises, par le biais d'échanges de dettes ou en remboursant le service de la dette extérieure pour les groupes à faible revenu et les pays vulnérables au changement climatique.

2

Reconnaître la migration comme une forme d'adaptation, lorsque l'adaptation in situ n'est plus viables, intégrer les considérations liées à la migration dans les stratégies nationales d'action climatique, et vice versa, et inclure les migrants dans la réduction des risques de catastrophe naturelles et réponses associées.

- a. **Reconnaître la dimension urbaine des défis climatiques et migratoires dans les contributions déterminées au niveau national (NDCs)**, en se concentrant en particulier sur a) la vulnérabilité liée au climat et les déplacements induits par le climat, b) la protection des personnes se déplaçant en raison d'événements liés au climat, c) l'inclusion des migrants dans une transition verte et juste.
- b. **Établir une direction institutionnelle claire sur la migration** climatique aux niveaux national, régional et multilatéral et assurer la coordination entre les différents secteurs et avec les gouvernements locaux.
- c. **Élaborer des évaluations nationales et régionales de la vulnérabilité aux déplacements climatiques** et établir des systèmes d'alerte entièrement financés au préalable, des plans d'urgence, des mécanismes d'évacuation et de réception.
- d. **Anticiper le besoin de réinstallations planifiées et dirigées par la communauté** et établir des règles fondées sur les droits, sur les compétences institutionnelles claires et sur des processus de participation et de responsabilité pour les populations touchées, ainsi que des mécanismes de financement et de soutien, tels que les banques foncières climatiques qui détiennent des terres publiques en fiducie pour la réinstallation.



INCLUSION URBAINE

Des recommandations pour assurer la protection et l'inclusion des personnes qui s'installent dans nos villes, y compris celles dans le cadre de catastrophes naturelles et de déplacements climatiques.

Les maires sont essentiels pour faciliter l'accès des nouveaux arrivants aux droits fondamentaux et aux services de base, comblant souvent les lacunes laissées par les systèmes de protection nationaux et internationaux. Alors que nous nous efforçons de faire de nos villes des lieux de vie accueillants, inclusifs et durables, nous avons besoin de nos homologues nationaux et internationaux pour mieux soutenir, consulter et travailler avec les villes, pour répondre aux besoins de protection des migrants et des personnes déplacées et éliminer les obstacles à leur inclusion.

3

Reconnaître et répondre aux besoins de protection des migrants climatiques et des personnes déplacées.

- a. **Adopter et mettre en œuvre des lois et des politiques nationales sur le déplacement interne qui traitent des aléas climatiques et des catastrophes** en tant que moteurs de déplacement, qui sont conformes aux normes des droits de l'homme, aux Principes directeurs des Nations Unies sur le déplacement interne et aux Principes de la péninsule sur le déplacement climatique au sein des États.
- b. **Adapter les lois nationales sur l'immigration et l'asile pour faciliter l'entrée et le séjour légaux des personnes déplacées par les catastrophes et les aléas climatiques**, notamment en augmentant la réinstallation, en offrant des visas humanitaires et en élargissant les voies de travail, de l'éducation et du regroupement familial.
- c. **Intégrer les déplacements liés au climat dans les plans de développement nationaux et allouer des fonds nationaux pour soutenir les gouvernements locaux**, veiller à ce que les allocations de financement soient basées sur les chiffres réels de la population régionale et municipale, y compris les personnes déplacées, et qu'ils reflètent leurs besoins de services distincts.
- d. **Accroître la consultation avec les gouvernements locaux au niveau national** dans la conception, la mise en œuvre et le financement de la politique d'immigration pour faciliter l'établissement et l'inclusion socio-économique des nouveaux arrivants.
- e. **Inclure, capaciter et impliquer les migrants et les personnes déplacées et leurs organisations** dans la conception de politiques et de programmes qui affectent leur vie à travers des organes représentatifs, des consultations publiques et des processus participatifs à tous les niveaux de gouvernement.
- f. **Renforcer la coordination d'État à État et la multipartite sur les voies de migration et de déplacement liées au climat**, où les gouvernements multilatéraux, nationaux et locaux peuvent se réunir pour discuter des défis, partager des expériences et établir des partenariats, autour des accords de libre circulation et couloirs de mobilité.

4

Supprimer les obstacles et soutenir les communautés dans l'accueil des migrants et des personnes déplacées.

- a. **Élargir les réseaux de sécurité sociale et garantir un accès non discriminatoire aux services**, y compris pour les habitants et les travailleurs informels, en supprimant les obstacles juridiques et administratifs qui discriminent et marginalisent les migrants et les personnes déplacées.
- b. **Assurer une distribution juste et équitable des vaccins COVID-19** à travers les pays et un accès universel et non discriminatoire à la vaccination pour tous, quel que soit le statut migratoire.
- c. **Établir des exigences juridiques nationales pour canaliser davantage de ressources humanitaires vers les mécanismes locaux de prestation de services plutôt** que de créer des systèmes de réponse parallèles.
- d. **Fournir un crédit et/ou un financement directement aux municipalités s'attaquant à la mobilité humaine liée au climat** en établissant de nouveaux mécanismes dédiés ou en élargissant l'orientation thématique de ceux existants, tels que le Fonds mondiales des villes et le Fonds international d'investissement municipal.
- e. **Promouvoir l'approche pangouvernementale du financement multilatéral et/ou du financement** en ajustant les modalités de fonctionnement des fonds ou des installations internationaux, tels que le Fonds vert pour le climat, pour inclure les gouvernements locaux en tant que partenaires de mise en œuvre éligibles conformément aux modèles innovants de l'ONU Fonds fiduciaire multipartenaires pour la migration et mécanisme de subvention de l'UE pour la Facilité de subvention pour les vies dans la dignité.
- f. **Améliorer l'accès des villes à une assistance technique prédictible**, de l'ONU, des organisations internationales, de groupes de réflexion et des universités fournissant des compétences spécialisées aux gouvernements locaux sur la conception et la réalisation de projets.



TRANSFORMATION URBAINE

Des recommandations pour mener une reprise verte et juste de la COVID-19 et une transition climatique pour et en partenariat avec les migrants et les communautés affectées.

Les maires jouent leur rôle dans la réduction de moitié des émissions d'ici à 2030, tout en ouvrant la voie en montrant qu'une transition juste est une transition qui fournit des emplois accessibles, décents et verts à tous. Alors que nous nous efforçons de placer l'équité au cœur de nos priorités, en offrant des avantages pour la santé, en créant des emplois et en luttant contre les inégalités systémiques, nous avons besoin des gouvernements nationaux et des donateurs internationaux pour mieux soutenir l'action climatique urbaine, en capitalisant les opportunités dans les villes et en adaptant la législation nationale afin d'inclure les migrants et les personnes déplacées dans notre transition verte et juste.

5

Investir dans une transition verte et juste dans les villes pour créer des emplois sûrs et durables pour tous, y compris les migrants et les personnes déplacées.

- a. **Veiller à ce que les villes soient les destinataires directs des fonds** nationaux de relance COVID-19 et des plans de relance. Encourager les investissements du secteur privé dans la création d'emplois verts et de qualité qui profitent aux communautés de première ligne, y compris les migrants, en utilisant le public-privé.
- b. **Établir un dialogue social et des processus participatifs inclusifs qui engagent les gouvernements, les syndicats, les employeurs et les résidents urbains - y compris les migrants et les personnes déplacées** - à co-concevoir et à mettre en œuvre une action climatique inclusive et des plans de transition juste.
- c. Générer des données locales et spécifiques au contexte **sur le potentiel de création d'emplois verts et justes** dans de différents secteurs - formels et informels - et comment ceux-ci sont répartis selon les données démographiques (sexe, âge et statut migratoire).

6

Exploiter les compétences et les contributions des migrants et des personnes déplacées pour la transition verte.

- a. **Développer des partenariats migratoires nationaux et internationaux et offrir des permis de travail, le développement des compétences,** et la reconnaissance des migrants et des personnes déplacées dans des secteurs qui permettent la transition vers une économie verte, tels que l'efficacité énergétique dans les bâtiments, les infrastructures vertes et résilientes, l'économie circulaire, la gestion des déchets, les transports publics et autres.
- b. **Modifier la législation nationale pour permettre l'intégration des travailleurs informels - y compris les migrants et les personnes déplacées - dans les plans de développement vert.** Reconnaître la contribution essentielle du secteur informel dans la fourniture de services essentiels et permettre des stratégies de formalisation de bas niveau dans l'économie verte en soutenant l'auto-organisation des travailleurs informels en coopératives et en syndicats, et en encourageant leur participation aux processus décisionnels.
- c. **Collaborer avec les migrants et les diasporas pour accroître le transfert et le financement de connaissances et de technologies** aux pays et aux communautés d'origine en supprimant les obstacles à l'utilisation des transferts numériques et en réduisant les coûts de transaction - conformément à l'Objectif de développement durable (ODD) 10 et à l'Objectif 20 du Pacte mondial pour les migrations (GCM) - et en créant des opportunités vertes et durables pour les envois de fonds.

A group of construction workers wearing blue protective suits and yellow hard hats are working on a structure. The workers are seen from behind, looking towards the sky. The background is a clear blue sky. The text '04' is prominently displayed in the upper left quadrant.

04

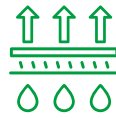
LEADERSHIP DES
VILLES ET ACTION
INCLUSIVE SUR
LE CLIMAT ET LA
MIGRATION

LEADERSHIP DES VILLES

pour une action inclusive sur
le climat et la migration

Les villes montrent déjà la voie en plaçant les personnes au centre de l'action climatique. Alors que notre priorité immédiate en tant que maires est de lutter contre la crise climatique et la mobilité humaine qui y est associée, nous nous préparons également de manière proactive à construire des communautés plus inclusives, vertes et justes pour l'avenir.

Pour chacun de nos domaines prioritaires, nous avons identifié des actions concrètes des villes du Groupe de Travail C40-MMC et d'autres, démontrant qu'il y a des solutions et qu'un avenir inclusif et vert est possible. Nous nous engageons à mettre en œuvre ces actions à grande échelle dans nos contextes respectifs, en promouvant l'innovation et la réplique dans d'autres villes du monde.



Résilience Urbaine

Nous dirigerons l'augmentation de la résilience de nos résidents face aux aléas climatiques et aux déplacements climatiques.



Inclusion Urbaine

Nous veillerons à assurer la protection et l'inclusion des personnes qui s'installent dans nos villes, y compris celles dans le contexte de catastrophes naturelles et de déplacements climatiques.




Transformation Urbaine

Nous dirigerons la reprise verte et équitable de Covid-19 et la transition climatique pour et en partenariat avec les migrants et les communautés affectées.

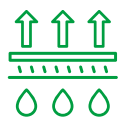


Bogotá, Colombia

Crédits : Thomson Reuters Foundation_Fabio Cuttica



**NOUS DIRIGERONS
EN AUGMENTANT LA
RÉSILIENCE DE NOS
RÉSIDENTS FACE AUX
ALÉAS CLIMATIQUES ET
AUX DÉPLACEMENTS
CLIMATIQUES.**



Résilience Urbaine

Les niveaux actuels et passés de gaz à effet de serre ont enfermé un risque climatique inévitable. Les aléas climatiques représentent déjà les trois quarts des dommages causés par les catastrophes dans le monde et sont susceptibles d'y contribuer davantage - à la fois en termes de fréquence et de gravité - si aucune mesure n'est prise. Il est essentiel de renforcer notre résilience pour sauver des vies, atténuer les pertes économiques et protéger les personnes contre les dommages. La plupart des aléas climatiques émergents - des catastrophes à évolution rapide, comme les ouragans et les inondations, aux conséquences à évolution lente comme la chaleur extrême et la pénurie d'eau - sont de plus en plus concentrés dans les zones urbaines, mais leurs impacts sont rarement répartis uniformément. Les résidents les plus pauvres et marginalisés - y compris les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées - sont souvent les plus gravement touchés en raison de leur concentration dans des zones mal desservies - y compris les établissements informels - avec des conditions de logement inadéquates, de moins bons résultats en termes de santé et de bien-être, et une exposition plus élevée au risque.

Il est essentiel de renforcer notre résilience pour sauver des vies, atténuer les pertes économiques et protéger les personnes contre les dommages. La plupart des aléas climatiques émergents - des catastrophes à évolution rapide, comme les ouragans et les inondations, aux conséquences à évolution lente comme la chaleur extrême et la pénurie d'eau - sont de plus en plus concentrés dans les zones urbaines, mais leurs impacts sont rarement uniformément répartis. Les résidents les plus pauvres et marginalisés - y compris les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées - sont souvent les plus gravement touchés en raison de leur concentration dans des zones mal desservies - y compris les établissements informels - avec des

conditions de logement inadéquates, de moins bons résultats en termes de santé et de bien-être, et une exposition plus élevée au risque.

Il est essentiel d'investir dans des mesures d'adaptation in situ, qui protégeront ceux qui sont exposés de manière disproportionnée aux impacts climatiques en raison de leur lieu de résidence ou de leur statut socio-économique défavorisé. L'investissement des villes dans l'adaptation peut être orienté à la fois vers la résilience systémique (par exemple, intégrer des pratiques de réduction des risques dans la planification urbaine) et des actions spécifiques aux risques (par exemple, cibler les inondations urbaines ou la chaleur extrême). Les mesures préventives pour anticiper et atténuer les pertes dues aux catastrophes vont des évaluations des risques et de la vulnérabilité fondées sur des données à la planification anticipée de l'utilisation des terres, et des systèmes d'alerte préalable à la fourniture d'assurances climatiques.

Lorsque les mesures d'adaptation in situ ne sont pas viables ou épuisées, les villes peuvent inciter à quitter les zones dangereuses en offrant des options d'achat et de rachat de logements aux ménages touchés et en mettant à disposition des terrains et des logements urbains pour permettre les déplacements vers des zones plus sûres, en utilisant des mécanismes comme la terre les banques et les fiducies foncières communautaires. En dernier recours, les réinstallations planifiées conjointement avec les communautés affectées et préservant les droits, les biens et les identités culturelles des personnes peuvent servir à prévenir de futurs dommages, à briser les cycles continus de destruction et de reconstruction et à éviter les déplacements forcés ; mais cela nécessite généralement le soutien des niveaux supérieurs de gouvernement.





Anticiper les impacts climatiques et investir dans l'adaptation pour protéger les communautés à risque et éviter les déplacements forcés.

- Utiliser une planification anticipative de l'utilisation des terres pour empêcher la croissance urbaine de se produire dans les zones sujettes aux aléas.
- Utiliser des solutions basées sur la nature pour s'adapter sur place, en atténuant les impacts climatiques.
- Mener des évaluations factuelles sur les impacts climatiques, cartographier les communautés vulnérables et l'exposition aux aléas.
- Développer des systèmes d'alerte préalable inclusifs pour s'assurer que tous les groupes vulnérables ont un accès égal aux informations sur les risques et l'évacuation.
- Travailler avec des partenaires privés pour quantifier les pertes évitées et les bénéfices tirés des investissements verts.
- Promouvoir la modernisation durable des établissements informels pour réduire l'exposition des communautés vulnérables aux risques climatiques et éviter les déplacements en premier lieu.
- Investir dans la rénovation des logements pour réduire l'exposition aux aléas climatiques et améliorer le confort thermique des ménages vulnérables..

EXEMPLES DE PRATIQUES PROMETTEUSES

Freetown, Sierra Leone, investit dans l'aménagement du territoire pour empêcher de nouvelles constructions dans les zones à risques.

La population de Freetown a augmenté rapidement au cours des deux dernières décennies et devrait doubler de son niveau actuel de 1,2 million vers 2030. En raison d'un manque de planification efficace de l'utilisation des terres aux niveaux national et régional, la population croissante de la ville a été en grande partie logée de manière informelle - souvent dans des zones à risque le long du littoral et sur les pentes des collines. Cela contribue à la perte de biodiversité et à la déforestation et exacerbe l'exposition aux risques climatiques, en particulier les inondations et les glissements de terrain. Pour éviter que davantage de personnes ne s'installent dans des zones à risques - augmentant potentiellement le nombre de personnes à risque de préjudice et de déplacement forcé en raison d'événements naturels - la maire Yvonne Aki-Sawyerr a consacré une partie de son Programme Transform Freetown à l'élaboration d'un plan de structure de Freetown, y compris les plans locaux, pour garantir que les nouveaux développements respectent les réglementations en matière de construction. Ces efforts dépendent de la dévolution des fonctions d'aménagement du territoire aux gouvernements infranationaux et de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités nécessaires au sein de la ville.

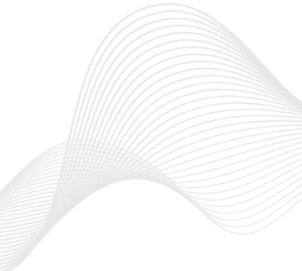
Dakar, Sénégal améliore l'infrastructure bleue pour atténuer les impacts des inondations et le risque de déplacement (tbc)

On estime que 40% de la population de Dakar est fortement exposée aux inondations, qui ont déplacé des dizaines de milliers de personnes dans la ville elle-même depuis 2005, causant des dommages et des pertes importants aux infrastructures urbaines. Alors que l'exposition de Dakar aux inondations causées par les pluies a de multiples causes interdépendantes, notamment l'urbanisation rapide, l'insuffisance des infrastructures de gestion des déchets - en particulier les réseaux des égouts - et les changements dans l'utilisation des terres ; il est clair que les changements climatiques entraînent une augmentation de la fréquence et de l'intensité des précipitations à court terme. Pour sauvegarder la vie et les moyens de subsistance des communautés vulnérables et éviter les déplacements forcés, la ville de Dakar a pris des mesures en intervenant sur le réaménagement hydraulique et paysager du bassin de rétention des eaux pluviales du quartier de Grand Yoff. En plus

d'atténuer les risques dans l'un des quartiers les plus inondables de la ville, le projet devrait créer des espaces verts, empêcher le rejet d'eaux usées et d'ordures ménagères dans le bassin, et par conséquent réduire les risques sanitaires pour les riverains, notamment pour les ménages les plus vulnérables.

Austin, É-U, adopte une approche basée sur les données pour cartographier le risque de chaleur, en se concentrant sur les communautés à faible revenu.

Au cours des deux dernières décennies, les épisodes de chaleur extrême sont devenus de plus en plus fréquents à Austin, les zones soumises à l'effet d'îlot de chaleur urbain étant exposées de manière disproportionnée. Reconnaisant l'exposition disproportionnée de ces communautés aux vagues de chaleur, la ville s'est associée à l'Université du Texas à Austin et à un organisateur communautaire (Go Austin/Vamos Austin/On y va Austin) pour mieux comprendre comment le risque de chaleur est réparti dans la ville et comment cela se chevauche avec des inégalités sociales et ethniques. La cartographie a été réalisée dans le cadre d'une évaluation multirisque plus large - englobant également les inondations et les incendies de forêt - dans laquelle les données sur la composition démographique de différents quartiers (revenu, éducation, origine ethnique, sexe et âge, entre autres) ont été comparées aux informations sur les risques dans ces zones. Les preuves ont montré que les quartiers à faible revenu, avec une prévalence plus élevée de communautés de couleur - principalement hispaniques - sont sous-desservis de manière disproportionnée en termes d'infrastructures vertes et ont des niveaux élevés de couvertures imperméables (zones horizontales telles que les toits qui ne peuvent pas absorber l'eau). Cela rend ces quartiers plus exposés à l'effet d'îlot de chaleur urbain. La ville s'appuie sur ces résultats et les complète avec des données qualitatives d'organisateur communautaire pour adapter ses stratégies de prévention et d'atténuation de la chaleur.



Développer des solutions inclusives pour un déplacement digne et dirigé par la communauté loin des zones à risque.

- Développer des options de relocalisation volontaire par le biais de programmes d'achat/rachat de logements
- Collaborer avec les communautés affectées pour faciliter les déplacements dans la dignité grâce à des plans de réinstallation inclusifs
- Détenir des terres en fiducie publique pour soutenir le développement communautaire dans les zones qui ne sont pas exposées aux risques climatiques

EXEMPLES DE PRATIQUES PROMETTEUSES

Houston, aux É-U, développe des stratégies de réinstallation pour les résidents des zones à haut risque d'inondation, par le biais de programmes d'achat/de vente de logements et de la Houston Land Bank.

Houston est la quatrième plus grande ville des États-Unis et a connu sept catastrophes déclarées par le gouvernement fédéral en six ans, dont cinq ont entraîné des inondations extrêmes. À la suite de l'ouragan Harvey (2017), lorsque Houston a été inondée par mille milliards de gallons de pluie - l'équivalent de la moyenne annuelle totale en cinq jours - le bureau du maire pour la résilience et la durabilité a publié un

cadre de résilience à long terme pour s'adapter aux effets des chocs et des facteurs de stress, y compris les déplacements induits par les inondations. Dans le cadre de cette stratégie, Houston vise à fournir des ressources uniquement pour des rachats de logements et des opportunités de réinstallation. Cela permettra aux Houstoniens d'« adhérer » à la force et à la sécurité de leur communauté, tout en mettant en œuvre des projets qui accordent la priorité à la réduction des risques dans les communautés les plus vulnérables et marginalisées qui sont historiquement les plus touchées par les crises climatiques et environnementales. Parallèlement à cela, la ville et ses partenaires ont réinventé la Houston Land Bank - créée à l'origine en 1999 - pour opérer dans les quartiers historiquement mal desservis de la ville. La Land Bank a un bilan positif de la réactivation de plus de 76 millions de dollars de propriétés au cours des 15 dernières années, de la transformation de propriétés abandonnées, de structures et de sites de décharges illégales en centres habitables pour des logements abordables et des logements à revenus mixtes qui maximisent les avantages pour la communauté.

Iloilo, Philippines, promeut la réinstallation dirigée par la communauté face aux risques naturels.

Le bas de la ville côtière d'Iloilo, aux Philippines, est très vulnérable aux marées hautes, aux ondes de tempête et au débordement des rivières Iloilo, Tigum et Aganan. Son exposition est aggravée par une mauvaise gestion des déchets solides, le blocage du drainage et le développement de quartiers informels le long des berges des rivières et des côtes. Cette situation a culminé avec les événements catastrophiques de 2008, lorsqu'un glissement de terrain a submergé une grande partie de la ville, faisant 25 morts et affectant plus de 260 000 personnes. Le gouvernement local s'est associé au réseau des pauvres urbains de la ville d'Iloilo pour réduire la menace pesant sur les communautés locales et les déplacer vers des zones moins exposées. Alors qu'une partie du programme impliquait des activités techniques telles que le dragage et le drainage, la ville a également pris en compte des considérations sociales dans le processus. Par exemple, en plus de s'assurer que les communautés ne soient pas déplacées à plus de quelques kilomètres de leur site d'origine, la ville a mené une série d'activités préparatoires telles que des consultations avec les parties prenantes, des campagnes de sensibilisation et une enquête sur les impacts potentiels. La ville a également fourni une compensation et une variété de services de soutien, y compris la microfinance, le développement des compétences et la recapitalisation des entreprises locales, pour aider les résidents à maintenir et à développer des moyens de subsistance¹⁵.



NOUS DIRIGERONS EN ASSURENT LA PROTECTION ET L'INCLUSION DES PERSONNES QUI S'INSTALLENT DANS NOS VILLES, Y COMPRIS CELLES DANS LE CONTEXTE DE CATASTROPHES NATURELLES ET DE DÉPLACEMENTS CLIMATIQUES.





Inclusion Urbaine

Le rôle des aléas climatiques dans la conduite de la mobilité humaine n'est pas simple. Il est plus facile d'attribuer les mouvements aux facteurs climatiques dans le contexte de catastrophes soudaines - telles que les tempêtes ou les inondations, qui entraînent la destruction immédiate des biens, des logements et des moyens de subsistance. C'est plus compliqué dans le cas de catastrophes à évolution lente et d'événements climatiques progressifs - tels que la sécheresse, l'érosion côtière ou la dégradation des terres, où le climat pourrait être l'un des nombreux facteurs contribuant à la décision des personnes de se déplacer. Ce qui est clair, c'est que les personnes en déplacement ont tendance à se diriger vers les villes à la recherche d'opportunités. Dans un contexte où 70 pour cent de la population mondiale devrait vivre dans des villes d'ici 2050¹⁶, et 70 pour cent des personnes déplacées vivent dans des zones urbaines, les aléas climatiques renforceront probablement ces tendances. De plus, alors qu'une plus grande partie de la mobilité liée au climat se produit en interne, les restrictions de voyage introduites en raison de COVID-19 ont considérablement affecté les tendances migratoires transfrontalières, avec plus de 3 millions de personnes bloquées dans le monde rien qu'en 2020¹⁷.

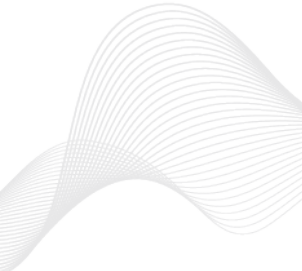
Lorsque les gens se déplacent à l'intérieur des pays vers les villes, l'influx migratoire et la croissance urbaine non planifiés peuvent augmenter la pression sur les services et les infrastructures locaux, exacerbant les vulnérabilités préexistantes dans les quartiers touchés.

Lorsque les migrants viennent de l'étranger, les défis de la croissance urbaine sont aggravés par le fait que le statut d'immigration est déterminé par les autorités nationales, tandis que l'inclusion est souvent une responsabilité locale. Les barrières juridiques imposées par les lois sur l'immigration peuvent facilement se traduire par l'exclusion des migrants de l'accès aux droits fondamentaux et aux services essentiels - tels que la santé, l'éducation et le logement. De nombreuses villes sont proactives en offrant un refuge aux personnes quel que soit leur statut juridique, en promouvant l'inclusion et en s'attaquant aux discours xénophobes au niveau communautaire, tout en comblant également certaines des lacunes laissées par les systèmes de protection nationaux et internationaux, qui ne reconnaissent actuellement pas le changement climatique comme un moteur de migration et de déplacement.

La coopération entre les villes à l'intérieur et entre les pays peut aider les administrations locales à anticiper et à gérer les mouvements de personnes en acquérant une meilleure compréhension du profil et des besoins des migrants avant leur arrivée ou leur transit vers une autre ville.

Les villes qui se rassemblent peuvent également faire pression sur les gouvernements nationaux pour qu'ils créent un meilleur alignement entre les politiques d'immigration et d'inclusion, soutiennent les réponses locales et aident à intensifier les approches innovantes qui ont prouvé leur efficacité.





Mobiliser une approche d'accueil et d'inclusion à l'échelle de la ville, pour assurer un accès égal et équitable aux services et aux opportunités économiques, quel que soit leur statut juridique.

- Aider les migrants à accéder à des services médicaux de base non discriminatoires, y compris le dépistage et la vaccination Covid-19, quel que soit leur statut juridique
- Garantir l'accès à un logement abordable pour les familles migrantes et déplacées
- Soutenir l'accès non discriminatoire à l'éducation pour les jeunes et les enfants migrants
- Créer des points de contact désignés qui servent de passerelle pour les nouveaux arrivants dans la ville, les connectant aux services disponibles
- Coordonner avec le tiers secteur et les associations de la société civile pour faciliter la prestation de services essentiels aux nouveaux arrivants

EXEMPLES DE PRATIQUES PROMETTEUSES

Corporation Municipale de Dhaka Nord, Bangladesh, améliore la gestion de l'eau dans les quartiers informels pour réduire la vulnérabilité aux risques sanitaires et climatiques.

Des milliers de migrants internes se déplacent chaque jour vers Dhaka, à la recherche de meilleures opportunités de subsistance, mais aussi - et de plus en plus - poussés par des événements climatiques extrêmes affectant d'autres régions du Bangladesh (cyclones, élévation du niveau de la mer et inondations extrêmes). Mais Dhaka elle-même est loin d'être à l'abri de ce genre d'impacts ; l'une des villes les plus densément peuplées au monde, elle est en fait très vulnérable aux effets néfastes du changement climatique. On estime que 40 pour cent des résidents vivent dans des zones informelles, avec un accès limité aux services essentiels - notamment un approvisionnement en eau douce et un assainissement - et de nombreux facteurs qui entraînent de mauvais résultats pour la santé, notamment l'instabilité économique, l'accès limité à une éducation et des soins de santé de haute qualité, de mauvaises conditions dans leurs environnements bâtis et des niveaux de soutien instables dans le contexte social et communautaire. Reconnaisant l'urgence de lutter contre les risques climatiques et sanitaires dans les communautés vulnérables, Dhaka North City Corporation a travaillé avec le gouvernement national du Bangladesh pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers informels de la ville, notamment en fournissant une eau plus fiable, améliorée et résiliente au changement climatique. Les bénéficiaires attendus de ces actions sont les résidents les plus vulnérables de Dhaka Nord, y compris les ménages qui ont déménagé vers la ville, en provenance d'autres régions du pays, en raison des impacts climatiques.

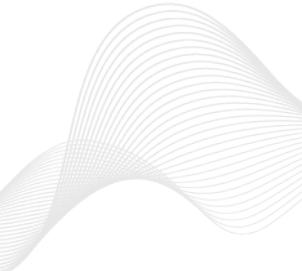
Beyrouth, Liban, aide les sans-papiers à accéder à des services médicaux de base non discriminatoires, y compris les tests COVID-19 et la vaccination.

En tant que bénéficiaire du premier Fonds mondial pour les villes du Conseil des maires pour les migrations, la ville de Beyrouth a pu acheter et exploiter la première clinique de santé mobile municipale, fournissant aux particuliers des tests COVID-19, des vaccinations et d'autres services médicaux de base gratuits et non discriminatoires, qui autrement ne pourraient pas y accéder. Alors que plus de 500

millions de dollars d'aide étrangère ont été versés au Liban à la suite de l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, la grande majorité est allée à des acteurs internationaux ou nationaux, une fraction étant laissée aux municipalités et aux organisations de la société civile opérant dans la ville. Par le biais du Fonds des villes mondiales, la municipalité de Beyrouth achemine directement des financements internationaux vers les résidents les plus vulnérables, garantissant leur accès aux services de santé publique de base, quel que soit leur statut d'immigration. La clinique mobile va là où elle est le plus nécessaire, en se concentrant sur les quartiers avec un pourcentage élevé de réfugiés, de migrants et de Libanais vulnérables qui ont été gravement touchés par l'explosion, comme les quartiers populaires bordant le port.

Barcelone, Espagne, renforce la coordination avec le tiers secteur et les organisations de la société civile pour assurer l'inclusion des nouveaux arrivants.

Depuis 2007, la municipalité de Barcelone gère le Réseau d'accueil et d'assistance aux personnes immigrées, afin de mieux coordonner la fourniture des services essentiels de la ville aux migrants et aux personnes déplacées. En partenariat avec des organisations du secteur tertiaire et de la société civile, la ville travaille à l'accueil et à l'inclusion des communautés de migrants aux niveaux local, régional et national. La municipalité fournit une formation et un soutien technique et économique aux tiers impliqués, et le but ultime de l'initiative est de coordonner les secteurs public et à but non lucratif afin que les personnes immigrées puissent accéder à des services inclusifs et à l'égalité des chances à Barcelone. Les services délivrés comprennent : l'accueil et l'orientation pour permettre l'accès à l'information juridique, l'orientation pour l'accès aux services de base (santé, éducation, logement, urgences sociales, apprentissage des langues), le conseil juridique, la formation, la participation et l'intégration sociales, et les actions ciblant les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables, entre autres.



Construire des partenariats de ville à ville pour la circulation sûre, ordonnée et digne des personnes, et profiter de ces partenariats pour notre plaidoyer auprès des gouvernements nationaux.

- Coopération de ville à ville en mettant l'accent sur le partage d'informations et l'apprentissage par les pairs
- Coopération ville à ville pour faciliter le développement des compétences, la mobilité et l'accueil (assistance technique et financement de projets)
- Réseaux et initiatives au niveau des villes pour influencer les discussions politiques aux niveaux national et international

EXEMPLES DE PRATIQUES PROMETTEUSES

Villes championnes d'action pour la chaleur

En avril 2021, Centre de résilience de la Fondation Adrienne Arsht-Rockefeller do Atlantic Council a lancé Villes championnes d'action pour la chaleur (CCHA)¹⁸, dans le cadre de son Alliance pour la résilience à la chaleur extrême (EHRA)¹⁹, avec Comté de Miami-Dade (US), Athènes (Grèce) et Freetown (Sierra Leone) en tant que membres fondateurs. L'EHRA rassemble des dirigeants de villes mondiales et des experts en la matière pour lutter contre la menace croissante de chaleur urbaine extrême pour les personnes vulnérables dans le monde entier. La fréquence, la durée et l'intensité croissantes des vagues de chaleur affecteront plus de 3,5 milliards de personnes dans le monde d'ici 2070 ; 1,6 milliard d'entre eux seront dans les zones urbaines. Les températures augmentent, les enfants, les personnes âgées et les groupes à faible revenu resteront probablement sensibles. Ils sont exposés à une combinaison de conditions médicales (par exemple, maladies cardiovasculaires ou respiratoires) exacerbées par la chaleur, et il n'y a pas suffisamment de moyens pour réduire ses effets néfastes (par exemple, des conditions de logement inadéquates, la précarité énergétique ou des ressources limitées pour investir dans le couvert forestier, entre autres). Après l'été dévastateur des vagues de chaleur, le comté de Miami-Dade, Athènes et Freetown²⁰ respectivement nommé premier responsable de la chaleur des États-Unis, de l'Europe et de l'Afrique, le poste du gouvernement était axé sur la menace que la chaleur extrême fait peser sur les résidents de la ville et du comté.

Les localités américaines appellent à une action équitable et inclusive sur le climat et les migrations.

En avril 2021, en réponse au décret du président Joe Biden sur les migrations climatiques, 'Reconstruction et renforcement des programmes de réinstallation des réfugiés et planification de l'impact du changement climatique sur la migration', maires de tous les États-Unis ont signé une lettre conjointe appelant le président à soutenir les gouvernements locaux dans la préparation et la réponse aux impacts du changement climatique sur la migration et à inclure leurs voix dans la politique américaine de migration climatique dans le pays et à l'étranger²¹. La lettre a été signée par les maires de plus d'une douzaine de grandes villes américaines - dont Los Angeles, Houston, New York et San Diego - et a été approuvée par des organisations clés dirigées par des villes, notamment le Mayors Migration Council, Welcoming, Les villes pour l'action, ICLEI-Gouvernements locaux pour la durabilité et Cités

et gouvernements locaux unis (UCLG). À la suite de cette lettre conjointe, l'administration Biden-Harris a invité la ville de Los Angeles et le Conseil des maires pour les migrations à participer à des consultations formelles pour développer la politique américaine de migration climatique. En octobre 2021, l'administration a publié son « Rapport sur l'impact du changement climatique sur la migration », marquant la première fois que le gouvernement américain reconnaissait officiellement l'impact du changement climatique sur la migration. Le rapport répond aux recommandations des villes en s'engageant à « intensifier le soutien aux zones urbaines pour aider les localités à planifier, accueillir et intégrer les migrants et les personnes déplacées » et à « construire des systèmes urbains résilients ».

MENTOR Réseau Méditerranéen pour la Formation d'Orientation à la Migration Régulière.

Dans le cadre des Partenariats pour la mobilité entre l'Union européenne, le Maroc et la Tunisie, les communes de Milan et Turin (Italie), en collaboration avec les acteurs locaux de Béni Mellal, Khouribga, Fquih Ben Salah (Maroc), et la Ville de Tunis (Tunisie), ont développé conjointement le projet 'MENTOR : Réseau méditerranéen pour la formation d'orientation à la migration régulière'. MENTOR offre de nouvelles opportunités de croissance et de développement professionnels pour les jeunes Marocains et Tunisiens hautement qualifiés et mis à disposition des lignes directrices et des recommandations sur les stages, les visites d'étude, la sélection de jeunes candidats pour les stages, et des campagnes de sensibilisation et d'information sur la migration temporaire et circulaire ciblant les jeunes en Tunisie et au Maroc. Le projet combinait deux besoins complémentaires : l'intérêt des jeunes professionnels non européens à développer des compétences sur lesquelles ils pourront capitaliser lors de leur retour dans leur pays, et le désir des entreprises italiennes de disposer d'une ressource temporaire en langue maternelle pour soutenir leur plan d'internationalisation en Afrique du Nord.

**NOUS DIRIGERONS
LA REPRISE VERTE ET
ÉQUITABLE DE COVID-19 ET
LA TRANSITION CLIMATIQUE
POUR ET EN PARTENARIAT
AVEC LES MIGRANTS ET LES
COMMUNAUTÉS AFFECTÉES.**





Transformation Urbaine

Covid-19 a fortement impacté les villes, et au sein des villes, elle a des effets profondément inégaux. Les travailleurs informels et les travailleurs migrants, qui jouent souvent un rôle essentiel dans la garantie de la continuité des services et secteurs urbains clés (par exemple, la collecte des déchets, la gestion des déchets, les transports et les marchés alimentaires, entre autres) ont été exposés de manière disproportionnée aux effets sanitaires et économiques de la pandémie, compte tenu de leur manque de sécurité d'emploi et de protection sociale.

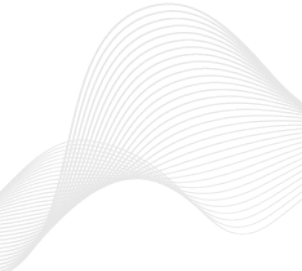
La reprise après Covid-19 présente une opportunité sans précédent d'accélérer nos efforts de transition verte et de repenser nos systèmes urbains pour forger des villes plus justes sur les plans social, économique et environnemental pour tous, indépendamment de l'âge, du sexe, de l'origine ou du statut juridique, en collaboration avec nos diverses communautés. À cette fin, le désinvestissement des combustibles fossiles et l'investissement dans les solutions climatiques doivent être associés à des politiques qui évaluent et atténuent les impacts distributifs et soutiennent les travailleurs dans la transition vers des secteurs à faible émission de carbone.

Les autorités locales peuvent jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre de politiques actives du marché du travail qui offrent une formation, une amélioration des compétences et une reconversion aux résidents de la ville - quels que soient leur âge, leur sexe ou leur statut migratoire - afin qu'ils puissent avoir un accès équitable aux emplois verts à différents niveaux de professionnalisation. Dans les contextes où l'économie informelle constitue une source majeure de revenus — absorbant souvent les nouveaux arrivants migrants — en intégrant les systèmes informels dans leurs mécanismes de prestation de services et en faisant participer les travailleurs informels aux processus décisionnels, les villes peuvent reconnaître le rôle essentiel du secteur dans la transition verte, tout en facilitant la formalisation progressive des travailleurs informels, y compris à travers des régimes de protection sociale naissants.



Londres, Inghilterra

Crédits : Natasha Alipour Faridani _ Getty Images



Renforcer les compétences « vertes » pour les travailleurs marginalisés, y compris les migrants, et évaluer l'impact distributif des interventions climatiques sur les marchés du travail locaux.

- Créer des opportunités de croissance et de développement professionnel, en partenariat avec le secteur privé, y compris pour les migrants et les personnes déplacées
- Mettre en place des programmes de formation professionnelle et de perfectionnement pour les groupes marginalisés - y compris les migrants - ciblant les secteurs verts
- Soutenir l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes migrants par le biais de la migration circulaire temporaire
- Quantifier l'impact sur l'équité des investissements verts sur les emplois par différents groupes de population

EXEMPLES DE PRATIQUES PROMETTEUSES

Freetown, en Sierra Leone, crée des emplois verts et de bonne qualité pour les jeunes défavorisés, dans le cadre de son programme Intendance des arbres (tbc)

La croissance urbaine rapide et en grande partie non planifiée au cours des deux dernières décennies a fait un lourd tribut aux zones forestières de Freetown et de ses environs, entraînant une perte de couvert arboré d'environ 12% par an (555 ha.), entre 2011 et 2018. Reconnaisant l'importance cruciale des infrastructures vertes tant du point de vue de l'atténuation que de l'adaptation, le programme Transformez Freetown (2020) a lancé un plan de reboisement ambitieux avec d'importants co-bénéfices sociaux. La campagne Freetown la ville des arbres a été inaugurée en 2020, avec l'objectif de planter un million d'arbres dans la ville d'ici 2022, en ciblant à la fois les terres privées et publiques. Un an après le lancement de la campagne, plus de 450 000 ont été plantés, impliquant les communautés locales, en particulier les jeunes, dans le processus de plantation, d'entretien et de suivi. Outre le potentiel d'adaptation et d'atténuation de l'action, l'initiative présente également d'importants co-bénéfices sociaux en termes de réduction des risques et de développement économique ; car les organisations communautaires ont été sélectionnées dans les régions de la ville pour assurer une couverture territoriale adéquate de l'initiative et la représentation des groupes socialement défavorisés — notamment les groupes de jeunes et de femmes — pour suivre les progrès grâce au numérique TreeTracker app. L'objectif est d'augmenter la couverture végétale de la ville de 50 %, tout en générant des opportunités d'emplois verts et équitables, ainsi que l'appropriation et l'adhésion de la communauté.

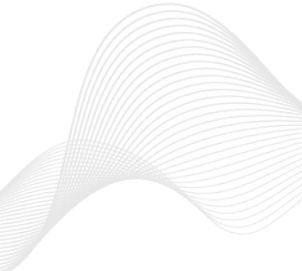
Los Angeles, É-U investit dans l'offre d'un accès équitable à la formation et au capital d'amorçage pour les communautés sous-représentées

La ville de Los Angeles a investi dans un certain nombre d'initiatives de formation et de perfectionnement pour accélérer une reprise verte et juste de la récession COVID-19 et favoriser l'inclusion des travailleurs marginalisés. Parmi les nombreuses initiatives qui ont reçu ou qui reçoivent un financement municipal, il y a le Los Angeles Incubateur de Technologies Propres (LACI) - une agence non lucrative qui soutient les propriétaires d'entreprises et startups qui proviennent de groupes sous-représentés, en les mettant en contact avec des conseillers exécutifs, en les faisant entrer dans l'écosystème de l'innovation de Los Angeles, en leur donnant accès à financement de démarrage et en leur offrant des possibilités de projets pilotes. Les fondateurs noirs et latinos, qui ne représentaient autrefois qu'un dixième des fondateurs des programmes de LACI, ils en représentent

désormais plus de 30%. LACI donne les moyens aux startups de débloquer l'innovation dans les domaines du transport sans émissions, de l'énergie propre et des villes durables, et améliore les communautés grâce à des programmes pilotes créés avec et pour les communautés mal desservies. LACI héberge également un programme de formation de la main-d'œuvre à plusieurs niveaux qui fournit une éducation technique, un développement des compétences interpersonnelles et des certifications reconnues par l'industrie pour aider les groupes sous-représentés à réussir dans l'économie verte. Certains boursiers sont également mis en relation avec des entreprises et des partenaires du LACI pour des stages et des offres d'emploi. Les activités de LACI soutiennent également le Nouveau pacte vert L.A./ Plan de Ville Durable du maire Garcetti qui fixe un objectif de 300 000 emplois verts d'ici 2035 et 400 000 d'ici 2050, avec un accent particulier sur l'accès équitable aux emplois verts pour des populations actuellement sous-représentées dans les industries vertes.

Milan quantifie l'impact sur l'équité de la croissance de l'emploi liée aux investissements verts pour de différents groupes démographiques, y compris les travailleurs nés à l'étranger.

Milan bénéficie d'un taux de chômage plus faible, ainsi que d'une proportion plus élevée de citoyens non italiens dans la population active, par rapport à la moyenne nationale (15 pour cent contre 10 pour cent). Les secteurs avec une proportion plus élevée de citoyens non italiens sont les secteurs de la construction et de l'agriculture et de la sylviculture - où un niveau d'éducation plus faible est exigé - ce qui suggère qu'une grande partie de la main-d'œuvre dans ces secteurs est effectuée par des travailleurs peu qualifiés et nés à l'étranger. Dans le cadre de ses efforts pour développer des politiques de transition verte adaptées à son contexte local, la ville de Milan a rejoint un projet pilote avec le réseau C40 Villes, pour évaluer l'impact sur l'équité des emplois soutenus par les futures interventions climatiques. L'évaluation montre qu'entre 2021 et 2030, Milan pourrait soutenir plus de 50 000 emplois grâce à une reprise verte et juste. Notamment, les secteurs de la construction et de la fabrication peuvent générer des emplois soutenus stables avec des opportunités à temps plein ouvertes aux résidents non italiens. Les interventions climatiques telles que la rénovation en profondeur des logements publics, sociaux ou à faible revenu sont des actions cruciales, inclusives, justes et audacieuses : non seulement elles génèrent de nombreux emplois locaux, mais elles ont également le potentiel d'améliorer la précarité énergétique tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.



Inclure, reconnaître et rechercher la collaboration avec les travailleurs et les systèmes informels dans la prestation de services urbains.

- Intégrer les travailleurs informels dans les systèmes de prestation de services publics urbains.
- Promouvoir un changement de perception sur les économies informelles, en recherchant le dialogue avec les travailleurs informels sur les stratégies locales de transition verte et juste.
- Intensifier l'offre de soins de santé et de protection sociale aux travailleurs informels.

EXEMPLES DE PRATIQUES PROMETTEUSES

Accra, Ghana, renforce le dialogue avec les travailleurs informels – y compris les migrants – sur la façon de façonner l'action climatique locale

Dans le Grand Accra, 83 pour cent de l'emploi total se trouve dans le secteur informel (87 pour cent chez les femmes; 79 pour cent chez les hommes), principalement dans le travail domestique et à domicile, le commerce sur le marché, la vente ambulante et la collecte des déchets. Bien qu'aucun chiffre officiel ne soit disponible sur la participation des migrants au marché du travail, les niveaux élevés d'emploi informel au Ghana, associés aux obstacles juridiques à l'accès à des emplois réguliers, suggèrent que les migrants sont représentés de manière disproportionnée dans l'emploi informel de la ville, en particulier dans le secteur de la gestion des déchets. Depuis 2016, la ville d'Accra a intégré les collecteurs informels de déchets dans son système officiel de gestion des déchets, améliorant de la collecte municipale de 28 à 48 pour cent en seulement deux ans et régularisant de 600 travailleurs. Dans le cadre de son travail avec les pilotes Nouveau Pacte vert mondial du C40, la ville ouvre également des espaces de dialogue avec les travailleurs informels - y compris les migrants - pour assurer leur participation à la planification, à la politique et à la mise en œuvre de ses actions climatiques, garantissant ainsi des conditions de travail plus décentes, et la sauvegarde des moyens de subsistance.

La municipalité de Grand Amman, en Jordanie, s'engage avec des donateurs internationaux pour élargir l'accès aux moyens de subsistance verts pour les réfugiés syriens et les résidents locaux vulnérables.

La Jordanie accueille le troisième plus grand nombre de réfugiés syriens, après la Turquie et le Liban. Quatre-vingt-dix pour cent des réfugiés syriens dans ces pays vivent dans des villes, ce qui crée une pression sur les capacités municipales à fournir des services tels que la gestion des déchets, le logement et l'eau. Les gouvernements nationaux et locaux ont travaillé en étroite collaboration avec des organisations internationales - telles que EBRD²² et ILO²³ - offrir des opportunités de travail contre rémunération aux Jordaniens vulnérables et aux réfugiés syriens, en ciblant notamment les secteurs verts, tels que l'agriculture et les travaux d'entretien. Dans le cadre de l'OIT, Programme d'infrastructures à forte intensité d'emploi, les bénéficiaires comprennent 50 pour cent de Jordaniens et 50 pour cent de Syriens, avec 20 pour cent de femmes et 30 pour cent de personnes handicapées. Grâce à la participation de la municipalité de Grand Amman, le projet offre des opportunités d'emploi aux Jordaniens défavorisés et aux réfugiés dans les parcs publics gérés par la municipalité. La municipalité de Grand Amman et d'autres gouvernements locaux en Jordanie jouent un rôle clé dans l'adaptation des efforts nationaux aux besoins locaux, en développant des solutions inclusives et durables qui ciblent tous les résidents vulnérables, quels que soient leur sexe, leur origine ou leur statut juridique.





Engager les migrants et les réfugiés à imaginer et à construire l'avenir de nos villes.

- Collaborer avec les communautés de première ligne pour évaluer l'impact des interventions climatiques
- Créer des opportunités pour une planification participative qui favorise l'inclusion des communautés de migrants et de personnes déplacées
- Promouvoir des approches tenant compte de la langue pour une prestation de services inclusive
- Travailler au niveau du quartier pour promouvoir l'inclusion et contrer la xénophobie

EXEMPLES DE PRATIQUES PROMETTEUSES

Lima, Pérou, s'engage avec les communautés locales pour contrer les discours xénophobes.

Le Pérou a accueilli plus de 860,000 migrants internationaux de Venezuela (2021), avec 66 % des personnes en transit indiquant Lima comme destination finale de leur voyage. Le déplacement politique et économique vers Lima s'ajoute aux flux migratoires ruraux-urbains préexistants – en partie motivée par les impacts climatiques (sécheresses, pénurie d'eau et températures extrêmes). Dans ce contexte, malgré la réputation du Pérou comme le deuxième pays le plus accueillant d'Amérique latine après la Colombie, la xénophobie serait en hausse, notamment à la suite des chocs socio-économiques provoqués par la pandémie COVID-19. Reconnaisant un défi à la cohésion sociale, dans le cadre de son Bureau municipal d'attention aux migrants et aux résidents étrangers, la ville de Lima a lancé une série d'actions pour lutter contre les discours xénophobes, renforcer le leadership des migrants, renforcer la cohésion intergénérationnelle et promouvoir la inclusion dans ses quartiers. Pour y parvenir, la ville encourage les activités culturelles et sportives parmi les communautés locales et les nouveaux arrivants, et engage les migrants et les réfugiés dans l'entretien et le verdissement des espaces publics.

Bristol, Royaume-Uni, y compris les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile dans la création d'une ville plus verte et plus inclusive

Après l'année de Bristol en tant que Capitale verte de l'Europe (2015), les partenaires municipaux dirigés par Ujima Radio et Partenariat Bristol Capital Vert – y compris le conseil municipal – ont développé et co-délivré le programme Ambassadeurs Noir & Vert. L'initiative connecte, responsabilise et célèbre plusieurs dirigeants et actions communautaires sur les questions environnementales à Bristol et au-delà. La ville investit dans des leaders – des « ambassadeurs » – pour soutenir les connexions, remettre en question les idées préconçues et promouvoir le leadership communautaire afin de créer de nouvelles opportunités et actions. L'objectif est de s'assurer que le mouvement environnemental est inclusif et représentatif de toutes les communautés. Une méthode clé d'engagement

est l'émission de radio des ambassadeurs elle-même. Le projet reconnaît l'intersection de la résilience climatique et de l'engagement de plusieurs populations, y compris les migrants et les réfugiés, dans la ville. Il tire parti des angles de climat et d'intégration pour habiliter activement tous les résidents à prendre des mesures qui augmentent la résilience sociale collective, stimulent les efforts climatiques individuels et collectifs et assurent l'inclusion pour construire des solutions qui conduisent à un avenir environnementalement et socialement juste pour tous.

Boston, É-U, s'engage auprès des communautés de première ligne pour informer la modernisation des bâtiments résidentiels.

Pour accélérer les progrès vers l'objectif de neutralité carbone de Boston d'ici 2050, la ville a élaboré et adopté une Ordonnance sur la réduction et la divulgation des émissions de bâtiments (BERDO 2.0), ciblant les propriétaires de bâtiments qui doivent probablement entreprendre des rénovations en profondeur pour atteindre ces objectifs. L'ordonnance couvrait les logements abordables restreints et naturels, y compris dans les communautés de justice environnementale (celles avec une forte proportion de résidents nés à l'étranger, minoritaires ou non anglophones) et les communautés à faible revenu. La ville a adopté une approche d'engagement des parties prenantes non seulement pour consulter des experts techniques du secteur du bâtiment, mais pour faire des résidents concernés les co-concepteurs de la politique. La ville a directement engagé les groupes de première ligne les plus susceptibles d'être touchés par la politique – y compris les locataires nés à l'étranger – dans une série de conversations multilingues. Les citoyens ont co-conçu la politique pour limiter les conséquences imprévues pour les résidents du bâtiment (par exemple, les propriétaires augmentant les loyers après avoir effectué des rénovations) et pour garantir l'amélioration de la qualité de vie des résidents grâce à des bâtiments plus confortables et plus sains, des factures de carburant plus faibles et une meilleure qualité de l'air intérieur.

RÉFLEXIONS DE CONCLUSION

L'année dernière a vu l'attention portée à la migration climatique s'accroître considérablement, à l'ordre du jour des gouvernements nationaux et des organisations internationales. Juste dans les mois qui ont précédé la COP26, le gouvernement américain a publié son « Rapport sur l'impact du changement climatique sur les migrations », et le Parlement mondial des maires, la Plate-forme pour les déplacements en cas de catastrophe et le Réseau des Nations Unies pour les migrations ont tous émis des recommandations pour action.

En tant que maires du C40 et du MMC, nous exploiterons et développerons cet élan pour la COP27, en créant des coalitions avec d'autres personnes travaillant sur ce sujet et en sollicitant davantage de maires et de villes pour qu'ils se joignent à nous et s'engagent à agir. Alors que l'Afrique est tenue d'accueillir la COP27 et de faire de l'adaptation au climat une pièce maîtresse de cet agenda, nous voyons une fenêtre d'opportunité pour nous engager avec les gouvernements, les donateurs et d'autres parties prenantes en 2021 et 2022 pour faire avancer notre programme d'action pour l'avenir que nous souhaitons voir. Au cours de 2022 et au-delà, nous apporterons nos voix et ce programme d'action aux espaces liés à la migration tels que le Forum international d'examen de la migration et le Forum mondial sur la migration et le développement pour offrir notre soutien, partager nos solutions, façonner le récit, et établir des partenariats pour prendre des mesures locales à grande échelle.

Compte tenu de la répartition inégale des risques et des vulnérabilités climatiques à travers le monde, nous voyons également d'importantes opportunités de faire progresser l'élaboration de politiques et la coopération au niveau régional. À travers les réseaux C40 et MMC,

nous poursuivrons les échanges régionaux entre les villes pour relever les défis spécifiques du climat et de la migration qui se posent dans de différents contextes et nous engagerons avec les organismes régionaux pour obtenir une place à la table des processus et des dialogues politiques liés au climat et à la migration.

Les efforts soutenus pour améliorer la disponibilité des données pour nos villes aux niveaux local et mondial, renforcer les capacités de nos villes et débloquer davantage de ressources seront essentiels au leadership des maires en matière de climat et de migration. En lançant et en développant un Fonds mondial des villes pour une action climatique inclusive, le MMC, avec le partenariat stratégique du C40, soutiendra directement l'action menée par les villes conformément aux priorités et aux recommandations de ce programme d'action. Avec le soutien inaugural de Robert Bosch Stiftung en 2022, le Fonds mondial des villes pour une action climatique inclusive apportera un soutien pratique aux villes africaines travaillant en collaboration avec des partenaires locaux dirigés par des migrants et/ou des réfugiés.

Ce programme d'action indique clairement qu'en tant que maires, nous nous sommes déjà engagés à prendre des mesures audacieuses, décisives et inclusives sur le climat et la migration dans nos villes, pour faire avancer:

Résilience urbaine : augmenter la résilience de nos habitants, face aux aléas climatiques et aux déplacements climatiques.

Inclusion urbaine : assurer la protection et l'inclusion des personnes qui s'installent dans nos villes.

Transformation urbaine : assurer une transition verte et juste en partenariat avec les migrants et les personnes déplacées.



Mais nous sommes également conscients que d'autres villes sont confrontées à des défis similaires avec des mandats, des capacités et un accès aux ressources différents, ainsi qu'avec des niveaux de soutien différents de la part de leurs homologues nationaux. Reconnaisant ces diversités contextuelles, en tant que maires du C40-MMC, nous nous engageons à collaborer, à travailler en partenariat les uns avec les autres et à parler d'une seule voix, cherchant à inspirer, mobiliser et rassembler les autres, y compris les gouvernements nationaux et les organisations internationales, les institutions financières, les et des partenaires civiques, à se joindre à nous pour construire l'avenir que nous voulons.

Un avenir où le financement et les politiques climatiques – à tous les niveaux de gouvernance – soutiennent l'adaptation, la résilience et l'urbanisation, en particulier dans les pays à faible revenu, au profit des communautés de première ligne, vulnérables ou marginalisées, y compris les migrants et les personnes déplacées.

Un avenir où la migration est reconnue dans les stratégies nationales d'action climatique – y compris comme forme d'adaptation lorsque l'atténuation ou l'adaptation sur le terrain n'est plus viable – et lorsque le besoin d'une réinstallation planifiée et dirigée par la communauté est anticipée, avant que la vie des personnes ne soit en danger et que leurs actifs s'épuisent.

Un avenir où les besoins des migrants climatiques et de ceux qui se déplacent dans le contexte du déplacement climatique, sont traités de manière adéquate – en intégrant les considérations liées au climat dans les cadres migratoires nationaux et internationaux existants, en consultation avec les gouvernements locaux.

Un avenir où les barrières juridiques et financières à l'inclusion des migrants et des personnes déplacées sont levées, soutenant les villes d'accueil dans leurs efforts pour étendre les réseaux de sécurité sociale, garantir les droits fondamentaux et assurer un accès équitable aux services – y compris les vaccins COVID-19.

Un avenir où les gouvernements nationaux et les donateurs investissent dans les villes pour soutenir une transition verte et juste pour tous – y compris les migrants – tirer parti des fonds de relance COVID-19, promouvoir le dialogue social et reconnaître la dimension urbaine du climat et de la migration dans les NDCs.

Un avenir où les compétences et les contributions des migrants à notre transition verte et juste sont pleinement exploitées – y compris dans le secteur informel – et où les pays travaillent en partenariat pour créer des corridors, fournir des permis de travail et proposer des programmes de développement des compétences axés sur l'emploi vert, égal et durable.

Les villes sont en première ligne des défis climatiques et migratoires. En tant que maires, nous savons que nous avons la possibilité de diriger et d'établir le programme à suivre pour nos homologues nationaux et internationaux, plutôt que l'inverse.

Nous sommes solidaires pour concrétiser notre vision commune d'une action inclusive sur le climat et la migration. Nous vous invitons à nous rejoindre.



REMERCIEMENTS

Équipe de recherche et de rédaction:

C40 Cities: Caterina Sarfatti, Director of Inclusive Climate Action – Emmanuelle Pinault, Director of City Diplomacy – Silvia Marcon, Head of Global Leadership ICA – Jane Lumumba, Head of Global Leadership ICA – Snigdha Garg, Head of Adaptation Research and Performance – Giovanni Pagani, Senior Manager for Climate and Migration – Claudia Huerta, City Diplomacy and Campaigns Manager.

Mayors Migration Council: Vittoria Zanuso, Executive Director – Kate Brick, Deputy Executive Director – Maggie Powers, Head of Policy and Advocacy – Samer Saliba, Head of Practice – Sarah Rosengartner, Consultant.

Groupe de Travail C40-MMC Task Force City Leads: Rebecca Baldwin-Cantello, City of Bristol – Tony Dyer, Bristol City Council – Forward Maisokwadzo, City of Bristol – Alex Minshull, City of Bristol – Shelley Nania, City of Bristol – Xavier Cubells Galles, City of Barcelona – Júlia Trías Jurado, City of Barcelona – Mouhamed Diop, City of Dakar – Maye Seck SY, City of Dakar – Tariq Bin Yousuf, Dhaka North City Corporation – MD Selim Reza, Dhaka North City Corporation – Victoria Gonsior, City of Freetown – Manja Kargbo, City of Freetown – Terence O’Neill, City of Houston – Laura Patiño, City of Houston – Zachia Nazarzai, City of Los Angeles – Nora Preciado, City of Los Angeles – Cecilia Bernuy Oviedo, City of Lima – Ximena Giraldo Malca, City of Lima – Victor Quinteros Marquina, City of Lima – Diana Porlles, City of Lima – Maria Vittoria Beria, City of Milan – Isabel Riboldi, City of Milan.

Experts consultés - Ce rapport a été enrichi par les idées et l’examen minutieux de dizaines d’experts et de décideurs consultés lors de sa rédaction. L’inclusion de leurs noms ci-dessous n’implique en aucun cas une approbation du rapport, mais reflète plutôt la profonde gratitude du groupe de travail C40-MMC et de l’équipe de rédaction pour leurs généreuses contributions : Neil Adger, University of Exeter – Alex Aleinikoff, The New School – Dorcas Ansah, WIEGO – Vicente Anzellini, International Displacement Monitoring Centre – Caroline Beatty, Bristol City of Sanctuary – Filiep Decorte, UN-Habitat – Giulio Di Blasi, Global Refugee Sponsorship Initiative – Elizabeth Ferris, Georgetown University – Saleemul Huq, International Centre for Climate Change and Development – Achilles Kallergis, The New School – Cerin Kizhakkethottam, UN-Habitat – Claire Kumar, ODI – Scott Leckie, Displacement Solutions – Ricardo Safra de Campos, University of Exeter – Atle Solberg, Platform for Disaster Displacement – Koko Warner, UNFCCC – Asia Yousif, Bristol Black & Green Ambassador – Yuleima Sifontes Cardizo, Conseil des résidents vénézuéliens de Cercado, Lima.

À PROPOS

À propos du C40 Climate Leadership Group

C40 est un réseau de près de 100 maires des principales villes du monde qui travaillent à mettre en œuvre les mesures urgentes nécessaires dès maintenant pour faire face à la crise climatique et créer un avenir où chacun, partout, peut prospérer. Les maires des villes du C40 se sont engagés à utiliser une approche scientifique et centrée sur les personnes pour aider le monde à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et à construire des communautés saines, équitables et résilientes. Grâce à un Nouveau Pacte vert mondial, les maires travaillent aux côtés d'une large coalition de représentants des syndicats, des entreprises, du mouvement des jeunes pour le climat et de la société civile pour aller plus loin et plus vite que jamais. Le président actuel du C40 est le maire de Los Angeles Eric Garcetti; et le maire de New York pour trois mandats, Michael R. Bloomberg, est président du conseil d'administration. Le travail de C40 est rendu possible par trois bailleurs de fonds stratégiques : Bloomberg Philanthropies, Children's Investment Fund Foundation (CIFF) et Realdania.

Pour en savoir plus sur le travail de C40 et nos villes, veuillez visiter notre [website](#) et [C40 Knowledge Hub](#) ou suivez-nous sur [Twitter](#), [Instagram](#), [Facebook](#) et [LinkedIn](#).

À propos du Mayors Migration Council

Le Mayors Migration Council (MMC) est une organisation de conseil et de plaidoyer dirigée par le maire qui aide les villes à façonner les politiques nationales et internationales sur la migration et le déplacement. Notre mission est de veiller à ce que les réponses mondiales aux défis urgents - des pandémies au changement climatique - reflètent et abordent les réalités sur le terrain au profit des migrants, des personnes déplacées et des communautés qui les reçoivent.

Membre du Groupe de travail mondial des gouvernements locaux et régionaux, nous siégeons également au Comité consultatif de la Plateforme sur les déplacements en cas de catastrophe et au Comité directeur du Fonds fiduciaire multipartenaire des Nations Unies pour la migration et du Mécanisme des maires du Forum mondial sur la migration et le développement.

Nous sommes dirigés par un comité de direction composé des maires d'Amman, de Bristol, de Freetown, de Kampala, de Los Angeles, de Milan, de Montréal et de Zurich, ainsi que de l'ancien maire d'Athènes. Nous opérons avec le soutien financier d'Open Society Foundations, de l'Agence suisse pour le développement et la coopération et de Robert Bosch Stiftung, et nous sommes gérés en tant que projet parrainé par Rockefeller Philanthropy Advisors.

Pour en savoir plus, visitez notre [website](#) et [Climate Migration Resource Hub](#) ou suivez-nous sur [Twitter](#), [Facebook](#) et [LinkedIn](#).

À propos du Groupe de travail mondial des maires sur le climat et la migration du (Groupe de travail C40-MMC):

[C40 Cities Climate Leadership Group](#) (C40) et [Mayors Migration Council](#) (MMC) Groupe de travail mondial des maires sur le climat et la migration est une initiative dirigée par les maires pour lutter contre l'impact de la crise climatique sur les migrations dans les villes, inspirée par le groupe de travail de rétablissement COVID-19 des maires mondiaux du C40.

Le groupe de travail C40-MMC fera avancer un programme d'action en partenariat avec des dirigeants de communautés de migrants et de réfugiés, des chefs d'entreprise et des experts qui sera présenté à la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP26) en novembre 2021 en dialogue avec leurs homologues nationaux et régionaux. Le groupe de travail C40-MMC est codirigé par le maire de Dhaka North, Bangladesh et le maire de Freetown, Sierra Leone et comprend comme membres les maires de Barcelone, Espagne ; Bristol, Royaume-Uni ; Dakar, Sénégal; Houston, États-Unis ; Lima, Pérou; Los Angeles, États-Unis ; et Milan, Italie.

Pour plus d'informations sur le groupe de travail C40-MMC, visitez notre [webpage](#).

REFERENCIAS

- 1 World Bank (2021), [Groundswell Report Part 2: Acting on Internal Migration](#).
- 2 The Guardian (2020), [Climate Crisis could displace 1.2bn people by 2050](#), reports warn. Wed 9 Sep.
- 3 UNHCR (2020), [Global Trends: Forced Displacement in 2020](#).
- 4 The White House (2021), [Report on the Impact of Climate Change on Climate and Migration](#).
- 5 Mayors Migration Council (2021), [US Local Governments Call for Equitable and Inclusive Action on Climate and Migration: An Open Letter to President Biden](#).
- 6 The Guardian (2021), [Man saved from deportation after pollution plea in French legal first](#), 12 Jan. 2021
- 7 UN News (2020), [UN human rights ruling could boost climate change asylum claims](#), 21 Jan. 2020
- 8 Reliefweb (2021), [Climate Change 'Biggest Threat Modern Humans Have Ever Faced', World-Renowned Naturalist Tells Security Council, Calls for Greater Global Cooperation](#). 23 Feb 2021
- 9 UNHCR USA (2021), [UNHCR and IOM call for improved safeguards for the displaced on the frontlines of climate emergency](#). 4 Feb. 2021
- 10 C40 Cities and Mayors Migration Council (2021), [Cities, Climate and Migration: The Role of Cities at the Climate-Migration Nexus](#).
- 11 C40 Cities (2020), [C40 Global Mayors Task Force Covid-19 Recovery Task Force](#).
- 12 Cet Avant-propos a été adapté de M. Watts and V. Zanuso 'Cities are at the front lines of climate and migration,'" originally published in Al Jazeera, 21 May 2021.
- 13 IDMC (2021), Displacement Dispatches, 3 Sept. 2021
- 14 IDMC (2021), [Global Report on Internal Displacement 2021](#)
- 15 United Nations (2014), [Pro-poor Urban Climate Resilience in Asia and The Pacific](#).
- 16 United Nations Department of Economic and Social Affairs (UN DESA), [2018 Revision of World Urbanization Prospects](#).
- 17 IOM (2020), [COVID-19 and the State of Global Mobility in 2020](#).
- 18 Adrienne Arsht-Rockefeller Foundation Resilience Center (2021), [#HeatSeason Campaign](#).
- 19 Adrienne Arsht-Rockefeller Foundation Resilience Center (2020), [Extreme Heat Resilience Alliance: Reducing Extreme Heat Risk for Vulnerable People](#). 4 Aug. 2020
- 20 Atlantic Council (2021), [Freetown mayor announces Africa's first chief heat officer](#). 20 Oct. 2021
- 21 The White House (2021), [Executive Order on Rebuilding and Enhancing Programs to Resettle Refugees and Planning for the Impact of Climate Change on Migration](#). 4 Feb. 2021
- 22 European Bank for Reconstruction and Development (2016). [EBRD Infrastructure Investment addresses refugee crisis in Jordan](#). 24 Nov. 2016
- 23 International Labour Organisation (2021). [Employment-Intensive Investment Programme activities in Jordan](#).



**Global Mayors
Task Force on
Climate and
Migration**